

Une lutte résolue contre
l'antisémitisme

Recueil de publications (2005-2021)

UJFP

DOSSIER 5

**Le philosémitisme
est-il une forme
d'antisémitisme ?**

Table des matières

DOSSIER 5. Le philosémitisme est-il une forme d'antisémitisme ?.....	2
40. Du philosémitisme d'État.....	2
41. En réponse aux JJR, mise au point sur notre antiracisme politique.....	11
42. De Moix à Trump : ces amis qui ne nous veulent pas du bien.....	16
43. De quoi l'affaire Yann Moix est-elle le nom ?.....	18
44. Tribune : Qui a intérêt à laisser croire que les antiracistes sont antisémites ?.....	20

DOSSIER 5.

Le philosémitisme est-il une forme d'antisémitisme ?

40.

Du philosémitisme d'État

Auteur : Rudolf Bkouche,

Date : 27 avril 2015

Contexte : Le début de l'année 2015 a été marqué par les attentats de Charlie-Hebdo et de l'Hyper Cacher de la Porte de Vincennes.

Lien : <https://ujfp.org/du-philosemitisme-detat/>

Le philosémitisme est une forme d'antisémitisme.

La philie comme la phobie conduit à mettre un groupe humain à part. Qu'on lui prête des qualités exceptionnelles ou qu'on le considère comme un ennemi du genre humain, il s'agit dans les deux cas d'enfermer un groupe humain dans une essence immuable, de le sortir de l'histoire et de le réduire à un mythe.

Mais la philie, en particulier lorsqu'elle est prise en charge par l'État, a d'autres enjeux, enjeux essentiellement politiques, dont le plus important est de diviser en fabriquant du ressentiment renforçant ainsi la concurrence des victimes.

C'est ce qui se passe avec le philosémitisme d'État tel qu'il se développe aujourd'hui.

Un phénomène comme le philosémitisme d'État a plusieurs causes et nous proposons ici d'analyser quelques-unes d'entre elles.

D'abord le philosémitisme est une façon pour l'Europe de se débarrasser d'une part de son histoire, celle des persécutions antijuives. Ces persécutions ont commencé bien avant l'époque moderne, d'abord avec l'antijudaïsme chrétien, ensuite avec l'antisémitisme racial. L'antijudaïsme chrétien est né du conflit entre le judaïsme et le christianisme, conflit essentiellement religieux autour de la personne de Jésus. Ce conflit est devenu politique lorsque l'Empire Romain est devenu chrétien avec l'empereur Constantin. Mais l'attitude envers les Juifs était ambiguë dans la mesure où d'une part les Chrétiens reprochaient aux Juifs d'être le peuple déicide, celui qui a provoqué la condamnation à mort et l'exécution de Jésus, et d'autre part les Chrétiens considéraient les Juifs comme le peuple témoin, celui d'où est venu Jésus, celui qui, après avoir refusé le Christ, ralliera le *Verus Israël*¹ à la fin des temps, lors du retour glorieux du Christ sur terre comme l'indique Paul dans l'*Épître aux Romains*. C'est cela qui explique ce mélange de persécutions et de protection que l'on retrouve tout au long de l'histoire européenne. Cette double attitude se transformera avec la sécularisation du monde chrétien à l'époque moderne, d'abord avec l'humanisme de la Renaissance, ensuite avec les *Lumières*. La sécularisation va conduire à repenser la position des Juifs dans le monde européen, ce qui conduira à l'émancipation des Juifs, laquelle commencera à la fin du 18e siècle et se poursuivra tout au long du 19e siècle. Mais l'émancipation aura son revers avec le développement d'une nouvelle forme de haine des Juifs, l'antisémitisme, ainsi nommé dans la seconde partie du 19e siècle par un journaliste allemand, Wilhelm Marr. Au contraire de l'antijudaïsme chrétien fondé sur un conflit religieux, l'antisémitisme invente une présumée race juive, laquelle constituerait un corps étranger en Europe. C'est donc au nom de la race que les Juifs sont rejetés, y compris ceux qui se convertissent au christianisme, le luthéranisme en Allemagne ou le catholicisme en France. On renvoie ainsi à une prétendue essence juive de laquelle tout Juif ne saurait se détacher.

L'émancipation a eu pour conséquence une certaine invisibilité des Juifs, ceux-ci se fondant dans la société, ce qui a conduit les antisémites à chercher à donner aux Juifs une visibilité sociale permettant de les reconnaître². Pour cela les antisémites vont s'appuyer sur quelques figures de l'élite juive, parmi lesquels les banquiers. Ainsi se met en place le mythe de la Banque juive qui dominerait l'Europe, le symbole de cette domination étant la famille Rothschild. Cela conduira les antisémites à tirer deux conséquences. D'une part une identification du capitalisme et des Juifs ; ainsi les Juifs ont inventé le capitalisme pour dominer le monde ce qui permet d'oublier ce qu'est le capitalisme³. D'autre part, poussant cette identification à l'extrême, les antisémites verront dans tout Juif un riche. On peut voir dans cette relation supposée entre les Juifs et le capitalisme, la source de ce qu'on a appelé l'antisémitisme de gauche, une réaction quelque peu simpliste contre la naissance du capitalisme et plus généralement contre la modernité, ce que le marxiste autrichien Bebel appelait le socialisme des imbéciles. Ainsi Drumont, rappelant l'émancipation des Juifs par la Convention, explique dans *La France Juive* que ce sont les Juifs, bénéficiaires de la Révolution de

1 *Verus Israël* est le nom que se donnent les premiers Chrétiens.

2 C'est pour reconstruire cette visibilité que la littérature antisémite égrène de longues listes de Juifs ou supposés Juifs, principalement parmi ceux qui sont proches de l'argent et du pouvoir, comme pour mieux montrer la richesse juive et le pouvoir juif.

3 Dans sa polémique avec Edouard Drumont, Bernard Lazare rappelle que si Drumont a raison d'attaquer la Banque juive, il ne faut pas oublier les banques chrétiennes.

1789, qui l'ont fomentée. On ne peut pourtant réduire ce qu'on appelle l'antisémitisme de gauche à cette vision. A la fin du 19e siècle, à l'époque des grandes manifestations antisémites en France, on verra des groupes d'extrême gauche qui, tout en condamnant la Banque juive, créeront des comités de secours pour accueillir les émigrés juifs fuyant l'antisémitisme et la misère de l'Europe orientale.

L'émancipation a permis à une partie de la société juive de s'intégrer dans la grande bourgeoisie européenne, ceux que Hannah Arendt appelle les « *parvenus* » ; c'est cette partie, dont la famille Rothschild, qui a conduit au mythe de la Banque juive et à l'identification des Juifs et des puissances d'argent, c'est cette bourgeoisie juive qui est la cible de Marx dans *La question juive*. Mais à côté des parvenus, Hannah Arendt définit les « *parias* », ces Juifs héritiers de la *Haskala*⁴, parmi lesquels de nombreux intellectuels juifs, souvent plus proches de la culture européenne que de la tradition juive, pour lesquels l'antisémitisme constituait un obstacle à l'entrée dans la vie européenne⁵. D'autres juifs résistaient à l'antisémitisme en s'engageant dans les mouvements révolutionnaires. Mais derrière toutes ces formes, l'idéal restait celui de l'intégration dans les pays européens. Sans oublier que la situation était différente suivant les pays, entre l'Europe Occidentale (Allemagne, Autriche, France, Grande Bretagne) et l'Europe Orientale (Russie, Balkans).

A l'opposé de ce désir d'intégration à l'Europe, un mouvement se dessinait en réaction à l'antisémitisme posant la question juive comme une question nationale, le mouvement sioniste, militant pour la construction d'un État juif. Mouvement laïc, le sionisme s'inscrivait dans la tradition de la *Haskala* et certains de ses membres manifestaient des tendances antireligieuses⁶. Dans les premiers temps du sionisme, la question du territoire de l'État juif restait indéterminée et l'une des composantes du sionisme, les territorialistes, cherchaient « *une terre sans peuple pour un peuple sans terre* ». Mais le sionisme allait rencontrer, à côté de la *Haskala*, une autre idéologie qui s'est développée en Europe à la fin du 18e siècle, en partie en réaction contre l'universalisme des *Lumières*, l'idéologie de l'État-nation⁷. L'État s'identifiait à la nation, celle-ci s'appuyant sur la terre et la langue, ce qui renvoyait à l'histoire. Si la plupart des mouvements nationalitaires européens du 19e siècle s'appuyaient sur ces trois éléments, la terre, la langue et une histoire relativement stable, il n'en était pas de même du nationalisme juif exprimé par le sionisme. C'est cela qu'exprimait Jacob Klatzkin, rédacteur en chef du journal du mouvement *Die Welt* :

« Dans le passé il y avait deux critères au judaïsme : celui de la religion, selon quoi le judaïsme est un système de commandements positifs et négatifs, et celui de l'esprit, qui considérait le judaïsme comme un complexe d'idées, tel que le monothéisme, le messianisme, la Justice absolue, etc.

En opposition avec ces deux critères qui font du judaïsme une affaire de croyance, un troisième est maintenant apparu, celui d'un nationalisme conséquent. Selon lui, le judaïsme repose sur une base objective : être juif ne signifie pas l'acceptation d'une croyance religieuse ou éthique. Nous ne sommes pas plus une dénomination qu'une école de pensée, mais les membres d'une famille porteurs d'une histoire commune...

4 La *Haskala* (les Lumières juives) est née de la rencontre de Moses Mendelssohn avec Kant.

5 Ainsi le mathématicien anglais Sylvester qui, ne pouvant devenir professeur à Cambridge, s'en alla aux États-Unis où il participa à la fondation de l'école mathématique américaine.

6 Pour certains sionistes, le sionisme était une façon de se libérer de l'antisémitisme et des contraintes de la tradition juive.

7 La notion d'État-nation a été théorisée par Herder.

La définition nationale aussi exige un acte de volonté. Elle définit notre nationalisme sur deux critères : une association dans le passé et la volonté consciente de poursuivre une telle association dans le futur...

Elle refuse de définir le Juif comme quelque chose de subjectif, comme une foi, mais préfère le définir sur quelque chose d'objectif, sur la terre et la langue... »⁸

Mais langue et territoire n'existent pas pour la nation juive, et Klatzkin ajoute :

« Mais notre terre n'est pas la nôtre et notre langue n'est pas aujourd'hui la langue de notre peuple. Oui, ce sont là des accomplissements qui doivent être réalisés par notre mouvement national. »

Ainsi la renaissance de la nation juive impliquait une double conquête : conquête de la langue, ce sera l'hébreu moderne, conquête de la terre, ce sera la conquête de la Palestine. Quant à l'histoire, on la retrouvait dans la Bible que l'on peut lire comme le roman national du peuple hébreu. Ainsi, dès qu'il s'exprime sous la forme du sionisme politique, le mouvement national juif va s'enfermer dans une rationalité qui en marquera les limites ; le mouvement de libération que veut être le sionisme va se donner comme objectif la constitution de l'État-nation avec comme priorité, le territoire, objectivité oblige, c'est-à-dire la conquête de la Palestine et la spoliation des Palestiniens.

Le sionisme était, à ses débuts, minoritaire parmi les Juifs. Parmi les premiers critiques du sionisme, les religieux qui considéraient que le retour en Palestine relevait de Dieu et non des hommes. Quant aux révolutionnaires, ils considéraient qu'ils devaient lutter dans leur pays pour l'émancipation du genre humain. Sans oublier une majorité de Juifs qui voulaient vivre là où ils habitaient. Mais le développement de l'antisémitisme allait renforcer l'idéologie sioniste et après la Seconde Guerre Mondiale et la Shoah, le sionisme apparaissait pour la majorité des Juifs comme le rempart contre l'antisémitisme et le nouvel État d'Israël comme le dernier refuge.

Les deux guerres mondiales allaient montrer que l'Europe des Lumières savait être barbare et que la culture était compatible avec la barbarie. En fait culture et barbarie ont su coexister au cours de l'histoire comme le rappelle Walter Benjamin dans ses Thèses sur l'Histoire :

« Car il n'est pas de témoignage de culture qui ne soit en même temps un témoignage de barbarie. »⁹

On peut considérer que, jusqu'en 1914, cette coexistence était invisible. La barbarie se développait lors des conquêtes coloniales dans des contrées lointaines et la vulgate renvoyait la barbarie moins aux armées « civilisatrices » qu'aux « Barbares » qui leur résistaient. Avec les deux guerres mondiales, la barbarie apparaît sur le territoire européen et comme l'explique Aimé Césaire dans son *Discours sur le colonialisme* :

« Ce que le très chrétien bourgeois du 20e siècle ne pardonne pas à Hitler, ce n'est pas le crime en soi, le crime contre l'homme, ce n'est pas l'humiliation de l'homme en soi, c'est le crime contre

8 cité par Yohannan Manor in *Naissance du Sionisme Politique, préface par Annie Kriegel, Collection « Archives », Julliard, Paris 1981, p. 190.*

9 Walter Benjamin « Sur le concept d'histoire » in *Œuvres III*, traduit de l'allemand par Maurice de Gandillac, Rainer Rochlitz et Pierre Rusch, « folio-essais », Gallimard, Paris 2000, p. 433.

l'homme blanc ... , d'avoir appliqué à l'Europe des procédés colonialistes dont ne relevaient jusqu'ici que les Arabes, les coolies de l'Inde et les nègres d'Afrique »¹⁰

On pourrait ajouter aux propos d'Aimé Césaire que c'est parce que les Juifs ont été massacrés en Europe par des Européens qu'ils sont devenus des Blancs ; ce n'étaient plus des étrangers massacrés dans des contrées lointaines, mais des habitants de l'Europe massacrés en Europe par des Européens. Le génocide des Juifs en Europe allait leur conférer le droit au statut d'Européens et cette reconnaissance de leur européenité amenait un regard nouveau sur les Juifs. Georges Bernanos a exprimé cela d'une phrase terrible : « *Après le massacre, on ne peut plus être antisémite* », phrase terrible au sens où il a fallu ce massacre pour reconnaître l'humanité des Juifs.

Mais l'Europe sait ne pas aller trop loin et restreindre la reconnaissance de ses crimes dans des limites raisonnables. Les Tziganes, victimes d'un génocide perpétré en même temps que celui des Juifs¹¹, n'ont pas « bénéficié » du même « privilège », mais cela renvoie à ce que l'on pourrait appeler le caractère théologique¹² du génocide des Juifs, caractère théologique qui s'inscrit dans le prolongement de l'antijudaïsme chrétien comme le montre, par exemple, l'usage du terme « Holocauste ». Les Tziganes étaient déjà chrétiens et le mépris dont ils font l'objet ne relevant pas de la théologie, le massacre dont ils ont été victimes frappe moins les esprits, d'autant qu'ils sont encore aujourd'hui des parias en Europe.

Quant aux crimes perpétrés dans les colonies, non seulement ils ne seront pas remis en question, mais ils continueront avec la répression contre les luttes de libération qui ont suivi la seconde guerre mondiale. Quant aux immigrés issus des anciennes colonies européennes, ils sont, avec leurs enfants, toujours l'objet de discriminations même si certains d'entre eux possèdent la nationalité des pays européens dans lesquels ils vivent. Exemple de cette discrimination, le numérotage des générations en France, une façon de rappeler qu'un enfant ou petit-enfant d'immigré, même s'il est français, ne l'est pas complètement.

Ainsi l'Europe sait choisir ses culpabilités.

A la question du massacre des Juifs s'ajoutera la question du sionisme.

Le sionisme, nous l'avons déjà dit, est un mouvement européen et pour les pères du sionisme, puisque les Européens rejetaient les Juifs, il fallait construire pour les Juifs un État européen hors d'Europe. Une fois choisie la Palestine comme territoire de l'État juif, il devenait pourtant nécessaire de chercher des alliés parmi les puissances européennes et par conséquent convaincre ces puissances de leur intérêt à soutenir le sionisme. C'est ainsi qu'on peut lire la phrase de Herzl présentant un État juif aux portes de l'Asie comme un bastion de la civilisation contre la barbarie. En contrepoint, une puissance comme la Grande Bretagne qui espérait, après la première Guerre mondiale, prendre le contrôle des territoires arabes de l'Empire Ottoman, un État juif, ou du moins une population juive européenne, au Moyen Orient ne pouvait que lui être utile, c'est le sens de la

10 Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme*, cité par Marc Ferro in *Histoire des colonisations* (1994) p. 12-13.

11 Claire Auzias, *Samudaripen, le génocide des Tziganes*, 1999.

12 Si le génocide des Juifs par les nazis est un crime racial, pour de nombreux Européens, il apparaît comme un crime contre les membres d'une religion, le terme « juif » renvoyant d'abord à une religion. On reste dans la confusion antijudaïsme = antisémitisme. C'est cette confusion qui a conduit Pierre Legendre à dire qu'à Auschwitz on brûlait des *Talmuds vivants* (« Le crime nazi contre la filiation » in Legendre, *Leçon IV*).

déclaration Balfour de 1917. Ainsi se mettait en place une alliance entre le sionisme et l'impérialisme britannique.

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, lorsque la Grande Bretagne, empêtrée dans ses alliances contradictoires, décidait de quitter la Palestine et de laisser la question à la nouvelle Organisation des Nations Unies, les deux grandes puissances de l'époque, les États-Unis et l'Union Soviétique, s'empressaient de soutenir le nouvel État d'Israël, espérant que celui-ci lui serait utile pour prendre le contrôle du Moyen-Orient arabe. L'Union Soviétique envoyait des armes au nouvel État tandis que les États-Unis, plus réservés, se partageaient entre le Président Truman, favorable à l'État d'Israël, et le Département d'État qui craignait que le nouvel État dont l'idéologie était à gauche rejoigne le camp soviétique. Ces deux puissances furent les premières à reconnaître le nouvel État. En fin de compte, Israël choisissait le camp occidental.

Nous ne reviendrons pas ici sur l'histoire des relations entre l'État d'Israël et les États européens. Disons cependant qu'Israël, conformément aux vœux des premiers sionistes, est considéré par les États de l'Union Européenne comme un État européen et que, lorsqu'on parle du soutien de l'Europe à Israël, il faut l'entendre comme un soutien à elle-même. On comprend que dans ce cadre les Palestiniens n'ont pas leur place. Tout au plus certains demanderont à l'État d'Israël de ne pas aller trop loin dans leurs actions contre les Palestiniens.

« *Quel Européen pourrait, après la Shoah, contester à Israël son droit à l'existence ?* »¹³ déclarait le philosophe Habermas dans un entretien avec le quotidien français *Le Monde*, comme si la question d'un État juif en Palestine ne concernait que les Juifs et l'Europe, comme si la question ne concernait pas les Palestiniens.

Ainsi se confortent les deux faces du philosémitisme européen, d'une part un sentiment de culpabilité envers les Juifs et d'autre part un soutien au sionisme.

On peut voir ici la double signification du philosémitisme européen, d'une part occulter l'antijudaïsme et l'antisémitisme européen, d'autre part soutenir ce bastion européen aux confins de l'Europe pour contenir la barbarie. Et on peut comprendre comment ce philosémitisme affiché a des répercussions à l'égard des populations arabes et musulmanes qui vivent en Europe.

Le terme « islamophobie » est ambigu dans la mesure où il est à la fois antimusulman et anti-arabe, mêlant à la fois un sentiment antireligieux et une idéologie raciste à l'encontre des Arabes, mais cette ambiguïté est liée à une classique confusion entre les Musulmans et les Arabes. On oublie que tous les Arabes ne sont pas musulmans et que la majorité des Musulmans dans le monde n'est pas arabe. Mais on sait que la phobie se moque des définitions et qu'elle relève essentiellement d'opinions plus ou moins infondées.

Si on s'en tient aux aspects politico-religieux, il faut rappeler que l'islamophobie européenne est ancienne. Il ne faut pas oublier que le conflit entre le monde chrétien et le monde musulman commence dès les origines de l'Islam, conflit entre le monde musulman et l'Empire Byzantin au Moyen Orient, conflit entre le monde musulman et l'Europe Occidentale avec l'islamisation de l'Espagne et des luttes qui vont durer jusqu'au 17^e siècle avec le siège de Vienne par les Ottomans, sans oublier les Croisades qui marquent la volonté du monde chrétien de reprendre Jérusalem. Mais

13 Jürgen Habermas, « Dans la pratique, l'antisionisme est désormais discrédité » in *Le Monde*, 31 janvier 2004.

ces périodes de conflit sont aussi des périodes d'échanges culturels et diplomatiques¹⁴. Pendant qu'il combat les Sarrasins en Espagne, Charlemagne entretient des rapports diplomatiques avec Bagdad ; la Sicile de Frédéric Barberousse est un lieu de rencontre entre les trois religions monothéistes, et pendant la *Reconquista* espagnole, Tolède est un lieu de traduction en latin des auteurs arabes. La situation se transforme au 16e siècle avec les débuts de la colonisation. L'Europe occidentale prendra peu à peu le contrôle de la rive sud de la Méditerranée et du Moyen Orient, ce qui contribuera à développer un ressentiment anti-européen de la part des Arabes¹⁵ et ne sera pas sans laisser de traces dans le développement de l'islamophobie. Celle-ci se renforcera avec la décolonisation qui remet en question la domination européenne sur le monde arabo-musulman¹⁶.

Cette islamophobie, qui plonge ses racines dans l'histoire des relations entre le monde chrétien et le monde musulman, va rencontrer le philo-sémitisme. Si le sionisme n'est pas anti-arabe par principe, la décision de construire l'État juif sur une terre arabe, la Palestine, conduira les Arabes à s'opposer au sionisme, et en contrepoint, le mouvement sioniste deviendra anti-arabe. Au conflit politique s'ajoutera un conflit religieux lié au rôle que joue la ville de Jérusalem pour les religions monothéistes. Il n'est donc pas étonnant que l'islamophobie et le philo-sémitisme se soient rencontrés autour d'un ennemi commun, à la fois arabe et musulman.

En cela le philo-sémitisme, loin d'être une arme de lutte contre l'antisémitisme, ne peut que le conforter ; quant au philo-sémitisme d'État il ajoute une touche supplémentaire dans la mesure où il apporte la caution du pouvoir. Ce philo-sémitisme d'État sera d'autant plus fort que le mouvement sioniste saura en profiter. Un exemple est donné en France avec le CRIF (Conseil Représentatif des Institutions Juives de France)¹⁷. Ce n'est que plus tard qu'il deviendra l'officine sioniste qu'il est aujourd'hui.. Décrété représentant de l'ensemble des Juifs de France par le monde politique et par une partie des médias, le CRIF devient le représentant officiel des Juifs de France et ses déclarations deviennent l'opinion des Juifs de France. Cette officialisation du rôle du CRIF apparaît dans cette grande manifestation qu'est le banquet annuel du CRIF. Il s'agit moins, pour le beau monde qui y accourt, de faire allégeance à je ne sais quel pouvoir juif (l'une des obsessions classiques des antisémites) mais d'exprimer le philo-sémitisme d'État mêlant la lutte contre l'antisémitisme et le soutien à l'État d'Israël. Si pouvoir du CRIF il y a, il est d'abord le pouvoir que lui confèrent ceux qui le courtisent. Se joue ainsi une comédie dont l'enjeu est de maintenir la flamme du sionisme, l'antisémitisme n'étant que la braise nécessaire à l'entretien de cette flamme.

Si le sionisme s'est constitué en réaction à l'antisémitisme européen, devant ce que l'on peut appeler son échec, l'État d'Israël étant loin d'être le havre de paix espéré, l'antisémitisme est aujourd'hui devenu nécessaire au sionisme. D'abord l'antisémitisme permet de rassembler les Juifs autour du sionisme et de l'État d'Israël, Ensuite cela permet de rappeler aux Nations qu'elles doivent soutenir l'État d'Israël ; ne pas soutenir l'État d'Israël apparaît comme une preuve d'antisémitisme. Enfin la question reste celle de la démographie ; avant la création de l'État, la conquête démographique de la Palestine était un objectif stratégique, aujourd'hui, après la création

14 Jack Goody, *L'Islam en Europe* (histoire, échanges, conflits), traduit de l'anglais par Isabelle Taudière, « textes à l'appui/islam et société », La découverte, Paris 2004.

15 Il ne faut cependant pas oublier le regard positif du mouvement de renaissance arabe, la *Nadah*, qui se développe à la fin du 19e siècle dans le monde arabe. Rappelons que le premier congrès panarabe s'est tenu à Paris en 1913. Cela n'empêchera pas les puissances coloniales européennes de combattre la *Nadah*.

16 On peut considérer l'islamophobie comme un mélange de racisme anti-arabe et de sentiments anti-musulmans.

17 Rappelons que le CRIF est une organisation née de la Résistance.

de l'État, la question démographique reste entière et c'est la raison de ces appels récurrents à l'*alyah*¹⁸ de la part des gouvernements israéliens ; en ce sens l'antisémitisme est bien utile. Les gouvernements israéliens savent que leur politique ne peut que renforcer l'antisémitisme et ils font ce qu'il faut pour cela, que ce soit *via* l'occupation, les agressions contre les Palestiniens, à Gaza et en Cisjordanie, la politique d'*Apartheid*. En fait, les Juifs ne les intéressent que dans la mesure ils sont de bons petits soldats du sionisme.

Les gouvernements israéliens savent pour cela qu'ils peuvent compter sur le philosémitisme des gouvernements. Ainsi le gouvernement français qui lutte, avec raison, contre le recrutement de « djihadistes », laisse faire l'armée israélienne lorsqu'elle vient recruter des Juifs français, y compris dans des synagogues. Et ces recrues sont qualifiées de soldats franco-israéliens, ce qui n'a aucun sens puisqu'il n'existe pas d'armée franco-israélienne.

Les sionistes savent aussi qu'ils peuvent compter sur le philosémitisme d'État pour organiser cette imposture que constituent le culte de la *Shoah* et le devoir de mémoire qui l'accompagne. Il s'agit ici moins de se souvenir des victimes de la *Shoah* que d'utiliser leur souvenir à des fins politiques, c'est-à-dire au soutien au sionisme et à la politique israélienne. Un comportement en miroir de celui des négationnistes ; si ces derniers nient la *Shoah* au nom de leur obsession antisémite, les adeptes du culte de la *Shoah*, Juifs ou philosémites, utilisent ce massacre pour défendre une idéologie qui a montré ses capacités criminelles, comme si le massacre des Juifs justifiait la destruction de la Palestine et la spoliation des Palestiniens. Et le devoir de mémoire qui veut fonder ce culte n'oublie pas de reprocher aux assassinés de la *Shoah* qu'ils ont constitué un « manque à gagner » pour le futur État d'Israël. C'est ainsi qu'un historien sioniste, Georges Bensoussan, peut écrire dans un opuscule publié par le CRIF :

« Appréhender la fondation de l'État d'Israël comme la "conséquence" de la Shoah, c'est occulter la réalité historique d'avant 1940 et passer sous silence quatre-vingt années de l'histoire du sionisme. Le lien de la Shoah à l'État d'Israël est négatif sur un plan politique d'abord puisque avant 1939, le sionisme n'a pas su convaincre la majorité des Juifs de faire leur alya. Sur un plan moral ensuite puisque le Yishouv s'est montré incapable (mais pouvait-il en être autrement ?) de sauver les Juifs d'Europe.

Sur un plan démographique enfin tant le génocide a vidé le réservoir humain du sionisme en Europe orientale, tant il y a englouti les bataillons de réserve du mouvement national juif, tant il y a scellé une faiblesse démographique qui grève encore l'avenir de l'État d'Israël. »¹⁹

Bel exemple d'un qui, au nom du devoir de mémoire, montre autant de mépris pour les assassinés de la *Shoah*.

On pourrait continuer longtemps. Je me contenterai ici de noter ici la différence de réaction de la part des autorités devant une agression antijuive et devant une agression anti-arabe ou antimusulmane. Toute agression antijuive est dénoncée comme une agression contre la France, et l'on voit accourir les officiels pour affirmer leur soutien aux victimes de ces agressions ; les agressions anti-arabes ou antimusulmanes suscitent des réactions moins vives et si elles sont condamnées, elles ne donnent pas lieu aux mêmes marques de soutien. Ces différences de

18 Le terme « *alyah* » signifie la montée, c'est-à-dire la montée en Israël.

19 Georges Bensoussan, *Sionisme, Passion d'Europe*, Les Etudes du CRIF, numéro 6, Paris 2004, p. 5.

comportement sont perçues, par les Arabes et les Musulmans de France, comme, sinon une marque de mépris, du moins un moindre intérêt pour ces habitants considérés comme de seconde zone ; c'est cette différence de comportement qui conduit au ressentiment de la part de ceux qui se sentent discriminés et qui souvent le sont. C'est cela qui permet, à des organisations comme Al-Qaïda ou DAESH de recruter ceux qu'on appelle des djihadistes.

Ainsi le philo-sémitisme d'État peut contribuer à renforcer des sentiments antijuifs et à jouer la concurrence des victimes, contribuer aussi au développement des extrémismes. C'est en ce sens que le philo-sémitisme, loin de participer à la lutte contre l'antisémitisme, ne peut que le renforcer.

Si le racisme peut prendre des formes différentes en fonction des groupes concernés, que ce soit les racistes ou les victimes, il ne saurait être question de constituer une hiérarchie entre les racismes ou entre les victimes du racisme, le racisme doit être combattu pour ce qu'il est, non seulement un refus de l'unité de l'espèce humaine mais une hiérarchisation des groupes humains conduisant à une domination des groupes humains qui se considèrent comme supérieurs sur des groupes humains considérés comme inférieurs. En ce sens la lutte contre le racisme, même si elle doit prendre en compte les différentes formes de racisme, ne saurait se diviser. C'est ce refus de hiérarchiser les formes de racisme qui conduit à dénoncer le philo-sémitisme et particulièrement le philo-sémitisme d'État.

Rudolf Bkouche



41.

En réponse aux JJR, mise au point sur notre antiracisme politique

Auteur : Coordination nationale de l'UJFP

Date : 14 mars 2019

Contexte : Le 16 février 2019, au cours d'une manifestation de Gilets jaunes, Alain Finkielkraut est pris à partie près de chez lui, par deux individus portant des gilets jaunes qui l'abreuvent d'insultes dont certaines sont antisémites.

En réaction, le Parti socialiste et des organisations ou partis comme le CRIF, LR, LREM organisent un rassemblement, place de la République. Le Premier ministre Édouard Philippe est aussi présent.

Le même jour, à l'appel du NPA, de l'UJFP et d'une dizaine d'associations de l'antiracisme politique, une manifestation a lieu à Ménilmontant. Il s'agit d'une manifestation dans un « espace antiraciste respirable » sans les récupérations et les instrumentalisations.

Les JJR sont présents à ce second rassemblement, mais y prennent la parole en dénonçant l'antisémitisme de gauche et récidivent début mars, dans un communiqué.

Lien : <https://ujfp.org/en-reponse-aux-jjr-mise-au-point-sur-notre-antiracisme-politique/>

Nous souhaitons ici répondre au communiqué des Juives et Juifs Révolutionnaires (JJR)²⁰, rendu public le 03 mars 2019, lequel prend violemment à partie notre organisation – ainsi qu'au Parti des Indigènes de la République (PIR). Si nous pouvons avoir quelques points d'accord avec certaines idées portées par les JJR, nous avons aussi de sérieux désaccords. Malheureusement, le débat est largement obscurci, voire neutralisé, par les propos diffamatoires et outranciers proférés par nos coreligionnaires « révolutionnaires ».

Ce n'est donc pas pour engager un débat, fort légitime et nécessaire par ailleurs, que nous prenons le temps d'y apporter une réponse. Mais parce que nous considérons que la période actuelle, qui se caractérise par une crise d'hégémonie du pouvoir et, partant, par un haut degré de

²⁰ https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=2108820385854396&id=795943817142066

conflictualité et de confusion politique, appelle à une clarification des positions de chacun pour un débat public utile. Nous revendiquons notre engagement pour la construction d'un front antiraciste politique et décolonial à la hauteur des enjeux, capable d'articuler l'autonomie et l'auto-organisation des minorités racisées, dont les Juifs, au combat pour une émancipation sociale et politique de l'ensemble des classes populaires exploitées et reléguées aux marges de nos sociétés inégalitaires.

Une bien curieuse construction

Force est de constater le décalage frappant entre la gravité des accusations portées contre l'UJFP et la faiblesse de l'administration de la preuve. Nous aurions souhaité lire une analyse empirique de nos positions, de nos discours et de nos pratiques à même d'appuyer la démonstration de notre inconséquence et de nos égarements supposés. En lieu et place d'un tel étayage, le communiqué se contente d'approximation, de citations douteuses et de procès d'intention.

« Il nous a été reproché par certains de « mettre les pieds dans le plat » », rapportent nos camarades révolutionnaires. « Selon certains, critiquer les positions de l'UJFP et du PIR en matière d'antisémitisme, ce serait faire le choix de « l'antiracisme moral » », continuent-ils. Des sources bien mystérieuses qui ne semblent pourtant pas avoir compris la démarche de construction d'alliances et de front commun dans laquelle nous sommes engagés, et qui suppose de mettre à l'écart toute attitude sectaire. Nous revendiquons de travailler avec des partenaires et alliés qui, s'ils ne partagent pas l'ensemble de nos idées, n'en sont pas moins autant que nous pleinement acteurs de l'antiracisme politique. Cette tentative grossière d'isoler l'UJFP et le PIR ne résiste pas longtemps à l'exercice de la réalité et se donne à voir pour ce qu'elle est : une attaque sectaire visant à retourner l'isolement du groupuscule dont elle provient vers celles et ceux qui en sont la cible. Oui, « l'antiracisme politique ne se réduit ni au PIR, ni à l'UJFP. » En témoignent les nombreux cadres collectifs et unitaires rassemblant des dizaines d'associations, syndicats, partis politiques et dans lesquels l'UJFP est investie et a contribué à construire. Nous constatons, de notre côté, l'absence des JJR de toutes ces démarches militantes²¹.

Nous regrettons vivement que les auteurs du communiqué aient cédé si aisément aux citations non-sourcées, voire imaginaires, et aux procès d'intention. Ce sont là des méthodes étrangères à la tradition de libre discussion et de débat du mouvement social. Ainsi, lorsque les JJR se permettent d'affirmer que nous n'avons aucune compassion pour les familles de victimes de crimes antisémites, ou que les paroles de ces dernières n'auraient pas de valeur à nos yeux, ils versent là dans l'insulte la plus abjecte. Cela en dit long sur la probité politique et intellectuelle dont ils se prévalent. Nous répondrons simplement que, oui, ils font preuve d'une lecture malveillante de nos positions et d'un mépris absolu envers l'histoire douloureuse dont nous sommes porteurs, collectivement en tant que Juifs et, pour certaines et certains d'entre nous, personnellement.

21 L'association venimeuse et systématique de l'UJFP au PIR par les JJR doit être relevée pour ce qu'elle est : une tentative de nous diaboliser comme on a voulu diaboliser le PIR. Une diabolisation que nous rejetons catégoriquement. Nous rejetons toute chasse aux sorcières. Le PIR est l'un des partenaires de l'antiracisme politique avec qui nous travaillons entre autres, et nous le revendiquons. Il est cependant curieux qu'aucun des autres alliés signataires de l'appel de Ménilmontant ne soit évoqué. Cela rend d'autant plus transparente la volonté d'agiter un chiffon rouge contre nous. Ce niveau d'attaque nous répugne profondément et nous n'y répondrons que par le mépris le plus profond.

L'accusation régulière de minimisation de l'antisémitisme est, à ce titre, aussi malhonnête qu'outrancière.

Regarder l'antisémitisme en face pour le combattre

Historiquement, l'antisémitisme en France et en Europe plonge ses racines dans la construction d'une identité européenne blanche et chrétienne dont les Juifs sont exclus. Au XIX^{ème} siècle, l'antisémitisme prend la forme de l'altérisation et de l'infériorisation raciale. L'histoire de l'antisémitisme est ainsi intimement liée à celle du colonialisme. Il atteint évidemment son point culminant avec l'horreur du génocide nazi, à la faveur du sinistre mariage entre la modernité technique et l'idéologie raciale nazie. Cet antisémitisme, présent dans les racines les plus profondes de l'Occident, n'a pas disparu aujourd'hui.

Prendre la mesure de l'antisémitisme aujourd'hui ne saurait se passer d'un travail de recherche empirique et matériel, ce que certains sociologues se sont attachés à faire. Nous renvoyons ici aux travaux sociologiques autour de la « street level bureaucracy »²²

Mémoire du génocide, sionisme et « philosémitisme d'État »

Il faudra attendre les années 1970 pour que la mémoire juive du génocide puisse être dite et – fruit d'un travail militant et associatif notamment contre le négationnisme et l'extrême-droite – que la responsabilité de l'État soit finalement reconnue en 1995. Mais cette reconnaissance a un coût : celui de la dépolitisation et de la récupération. Un double mouvement s'opère. D'un côté, l'expression publique de l'antisémitisme devient en grande partie politiquement et socialement réprimée, et donc coûteuse. La lutte contre l'antisémitisme est inscrite à l'agenda public et bénéficie de toute l'attention des pouvoirs publics, des associations antiracistes et des médias. De l'autre, l'antisémitisme est utilisé comme stigmate envers l'immigration post-coloniale, preuve de sa non-intégration permanente. A partir des années 2000, cette tendance se développe à la faveur de l'idée d'un « nouvel antisémitisme ». Après avoir participé à l'extermination du monde juif européen, l'État s'érige en protecteur officiel des Juifs, mettant en œuvre un antiracisme moral et symbolique à peu de frais, tout en persistant à nier les crimes coloniaux et en perpétuant ses pratiques racistes. Le dommage collatéral en est la minorité juive elle-même, essentialisée et ligotée unilatéralement du côté du pouvoir. C'est cela que nous entendons par « philosémitisme d'État »²³.

Il faut bien comprendre que cette politique ne se fait pas par amour des Juifs, bien au contraire. Elle reproduit et perpétue l'altérisation symbolique des Juifs et leur exclusion d'une place pleine et

22 Ces travaux montrent que le « vieil antisémitisme » persiste comme une trame de fond ancrée dans la société française, et permet aux idées conspirationnistes et/ou antisémites de se diffuser d'autant plus facilement. Contrairement à une idée défendue par les tenants du « nouvel antisémitisme », la question israélo-palestinienne joue un rôle moins important que les clichés liés à l'argent et au pouvoir dans la persistance de l'antisémitisme. Les données issues des sources policières (donc forcément partielles) laissent observer une tendance qui stagne, voire baisse tendancielle, dans la récurrence des actes antisémites. Parallèlement, on observe une hausse des actes islamophobes. La minorité juive reste la minorité, de loin, la mieux acceptée et la plus tolérée en France. Si l'antisémitisme n'est pas le racisme le plus virulent aujourd'hui, cela ne signifie pas pour autant qu'il ne se rencontre plus dans la vie quotidienne, que l'on ait affaire à l'extrême-droite ou dans nos relations auprès des agents et fonctionnaires d'État, notamment dans l'appareil policier, et ce d'autant plus lorsqu'on est Juif et de classe populaire ³<https://spire.sciencespo.fr/hdl:/2441/6fk015ncuf9qgoadhacfd43hn/resources/la-revitalisation-des-vieux-cliches-antisemites.pdf>

23 Lire nos contributions sur cette question, particulièrement <https://ujfp.org/israel-et-palestine-dans-la-societe-francaise/>

légitime au sein de la communauté nationale. Si l'on s'autorise à évoquer des « racines judéo-chrétiennes de la France » ou si on se laisse aller à des formules comme « qui touche un Juif, touche à la République », c'est à condition que nous restions à notre place : le moins Juif possible, le plus occidental possible. Un troisième terme vient s'ajouter à cette équation : le sionisme. L'identification des Juifs à l'Occident passe par l'identification des Juifs à Israël. L'État d'Israël, non comme État Juif mais comme État européen implanté au Moyen-Orient, participe à notre « blanchiment » aussi longtemps qu'il garantit les intérêts occidentaux dans le monde arabe. Ce philosémitisme est aussi un philosionisme.

Le philosémitisme est un antisémitisme

La « réaction philosémite » dont parle Ivan Segré, comme le « nouveau philosémitisme européen » que décrit Yitzhak Laor, c'est donc avant tout la production d'un discours réactionnaire et raciste au nom de la lutte contre l'antisémitisme et de la défense de l'État d'Israël. Nous pouvons parler de « philosémitisme d'État » lorsque ce discours, repris et assumé par des gouvernements, se traduit par des politiques publiques. Il n'est nullement question de « privilège juif » qui se traduirait par des avantages concrets dont bénéficieraient les personnes juives. Bien au contraire, cette politique nous dépossède de notre propre histoire, nous expose à la rancœur sociale et entretient l'illusion de l'État d'Israël comme « État-refuge ». C'est cette politique qui entretient le thème fascisant du « privilège juif », pas ceux qui la dénoncent !

Cette politique est pour nous dangereuse. Notre capacité à regarder et à analyser pour ce qu'elle est la persistance de l'antisémitisme est mise à mal par l'instrumentalisation des actes antisémites. Cette instrumentalisation rend le terrain fertile aux vrais-antisémites-faux-antisionistes et témoigne de l'absence totale de réelle volonté de lutte contre l'antisémitisme. Ce que nous pouvons appeler « philosémitisme d'État » doit donc être pris pour ce qu'il est : une politique de préservation du caractère blanc de l'État-nation, tournée contre les classes populaires post-coloniales, et qui utilise la minorité juive comme bouclier. Il s'agit là non seulement d'une politique antisémite, car elle nous assigne à une place de Juif, mais également d'une politique productrice d'antisémitisme en ce qu'elle permet aux pires clichés antijuifs de se propager d'autant plus facilement. En dénonçant cette politique, nous accusons l'État de n'en avoir rien à faire du sort de la minorité juive et de nous utiliser pour reléguer les autres minorités.

Anti-impérialisme et antisionisme

Nous l'avons dit, l'antisémitisme en France plonge ses racines dans la construction identitaire d'une Europe blanche et chrétienne, il est inextricablement lié à l'histoire coloniale. La lutte contre l'antisémitisme ne peut qu'être anti-impérialiste et anti-coloniale. Cette position n'est que la conclusion logique de la caractérisation que nous faisons de l'antisémitisme et de sa persistance. Nous portons une voix juive particulièrement au fait de la profondeur et de la violence du système impérialiste. Notre histoire en témoigne. Notre ennemi est identifié : qu'il prenne la forme de l'État français, de l'État américain ou de l'État israélien, nous y voyons ce même système de suprématie blanche et de division internationale du travail pour les besoins de l'exploitation capitaliste.

Notre antisionisme découle logiquement de cette position. Nous considérons le sionisme à la fois comme une réponse réactionnaire à la question de l'antisémitisme et comme un produit de l'impérialisme occidental. Il implique inévitablement la dépossession du peuple palestinien et la

négarion de ses droits fondamentaux. Par conséquent, il n'offre aux populations israéliennes et palestiniennes que la guerre et la barbarie sans fin. Nous ne faisons certainement pas de l'antisionisme le prérequis obligatoire de la lutte contre l'antisémitisme. En revanche, pour notre part, nous ne dissociions pas ces deux fronts (lutte contre l'antisémitisme et lutte contre le régime sioniste et le colonialisme en Palestine) qui font partie d'un même combat pour l'égalité et la dignité de tous. La cohérence de notre engagement politique nous amène à nous tenir aux côtés de tous les peuples opprimés. Par conséquent, notre antisionisme est une lutte contre ce qu'a effectivement produit le mouvement sioniste, c'est-à-dire un État impérialiste et occidental organisant la spoliation des Palestiniens et le maintien de l'hégémonie occidentale dans la région proche-orientale, et fait partie intégrante de notre combat anti-impérialiste. Par ailleurs, nous combattons le sionisme moins comme un projet nationaliste abstrait que comme modalité de l'exclusion des Juifs des sociétés auxquelles ils appartiennent et comme impasse mortifère pour les Juifs.

Notre antiracisme politique

La lutte contre l'antisémitisme ne saurait se contenter de ce qu'il y a qu'à/il faut. Lutter contre l'antisémitisme implique de pouvoir poser sur lui un regard détaché de toute abstraction et capable d'identifier les conditions de son développement et de sa persistance. Au-delà d'une critique évidente de cette idéologie, une lutte efficace contre l'antisémitisme nous impose surtout de comprendre comment elle fonctionne dans un contexte particulier. C'est cette contextualisation, pourtant nécessaire, que l'on nous reproche en parlant de « minimisation de l'antisémitisme ». Les « larmes de crocodiles » ne sont pas de notre côté. Les JJR ont beau jeu de mettre à notre compte le peu de résultats dans la lutte contre l'antisémitisme alors que la société devient de plus en plus inégalitaire, raciste et autoritaire. Et leur sévérité à notre égard, n'a d'équivalent que leur remarquable indulgence envers les politiques de l'État responsables de cette dégradation.

Quant à nous, nous prenons nos responsabilités en nous impliquant pleinement, avec nos alliés des autres minorités racisées, dans la construction d'un front de l'antiracisme politique seul à même de mener la bataille contre les politiques racistes de l'État et de poser la question de la pleine égalité. La question de l'antisémitisme ne saurait être dissociée, sur le terrain des luttes politiques, des autres formes de racisme. Le racisme structurel ne se comprend pas non plus en dehors de l'analyse de la suprématie occidentale dans les relations internationales lorsqu'elle est comprise comme la perpétuation du colonialisme, au-delà de la disparition de ses structures et visibles, dans la division internationale du travail, ce que l'on désigne par l'expression « colonialité du monde ».

L'antiracisme politique et décolonial, c'est donc bien plus que la simple reconnaissance du caractère structurel du racisme. C'est une déclaration de guerre aux inégalités et aux oppressions qui font système.

A ceux qui voudraient nous voir endosser les politiques racistes et antisociales, au nom de la lutte contre l'antisémitisme, ou à ceux qui voudraient nous voir accepter l'identification à l'État israélien, nous répondons : Doykheit et Mimouna²⁴ ! On est ici, on reste ici, on lutte ici.

La Coordination nationale de l'Union juive française pour la paix, 13 mars 2019



42. De Moix à Trump : ces amis qui ne nous veulent pas du bien.

Auteur : Simon Assoun

Date : 9 septembre 2019

Contexte : *L'Express* du 26 août 2019 révèle au grand public, documents à l'appui, que Yann Moix a participé en 1989 et 1990, lorsqu'il était étudiant, à trois numéros de *Ushoahia*, un fanzine négationniste, véhiculant un antisémitisme et une négrophobie sans complexe.

Selon *L'Express*, Yann Moix est devenu depuis cette époque un « auteur célébrant en permanence le peuple juif et rêvant même de se convertir ». Il bénéficierait aujourd'hui de la protection de Bernard-Henri Lévy alors Yann Moix l'attaquait violemment et le traitait de « youppin » dans ce fanzine. Yann Moix est aussi devenu un sioniste acharné.

Lien : <https://ujfp.org/de-moix-a-trump-ces-amis-qui-ne-nous-veulent-pas-du-bien/>

Les promesses n'engagent que ceux qui y croient, dit le proverbe. Yann Moix, autoproclamé « meilleur défenseur du judaïsme », ne trouve grâce qu'aux yeux de ses amis. Ses « excuses », adossées à ses années de chroniqueur où il a su traquer avec hargne la

²⁴ La Doykheit est un concept yiddish popularisé par le Bund et qui signifie « être ici » ; la Mimouna est une fête populaire séfarade qui clôt la fête de Pessah dans la convivialité entre voisins musulmans et juifs. Elle signifie pour nous la possibilité du vivre-ensemble et de la fraternité.

moindre expression pro-palestinienne, ont laissé perplexes beaucoup d'observateurs. Ainsi, la dernière « affaire Moix » se conclut-elle sur une morale en pied-de-nez : derrière le « philosémite » se cachait l'antisémite. Conclusion soulignée notamment par le philosophe Pierre-André Taguieff dans les colonnes de Marianne, non sans égratigner au passage les organisations et militants de l'antiracisme politique qui, pourtant, comptent parmi les premiers à avoir entrepris de déchiffrer le mépris envers les Juifs qui, souvent, se lit entre les lignes du philosémitisme²⁵.

On pourrait, avec le philosophe Alain Finkielkraut, se sentir « plus gêné par le repentir [de Yann Moix] que par sa faute passée »²⁶, bien qu'il s'agisse pour ce dernier de défendre l'écrivain islamophobe et raciste Renaud Camus et, à travers lui, une certaine idée du nationalisme français. Nous y reviendrons. Si le malaise suscité par la défense de Yann Moix, la sienne propre comme celle dont il a bénéficié, est bien palpable, c'est qu'il ne nous renvoie pas seulement à la trajectoire personnelle d'un écrivain obsédé par les Juifs, mais plus largement au contexte politique qui produit ce type de trajectoire et de profil intellectuel. Une perspective qui nous invite à comprendre Yann Moix, non comme une anomalie politique ou intellectuelle, mais comme l'expression d'une vision du monde cohérente. Yann Moix est le judéophobe qui colle bien à une époque pleine de bruit et de fureur et que l'on croirait récitée par un idiot. Le conteur imbécile, ce pourrait être Donald Trump, que Yann Moix juge « grand et courageux » lorsque, au mépris du droit international, il appuie la politique coloniale israélienne en déménageant son ambassade à Jérusalem-Al-Quds. Grandeur et courage, donc, que les organisations juives américaines n'ont apparemment pas eu la présence d'esprit d'apprécier quand ce même Président américain s'adonnait à un curieux tri entre bons Juifs et mauvais Juifs, jugeant les Juifs qui votent démocrate « déloyaux » envers le peuple juif et « très déloyaux » envers l'État d'Israël²⁷. Au moment où Donald Trump s'exprime, les communautés juives américaines sont encore endeuillées, victimes du terrorisme antisémite de suprématistes blancs qui s'est développé sous son administration. Une prose antisémite qui rappelle celle de Raymond Barre opérant une distinction entre les « israéliens » et les « français innocents » parmi les victimes de l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic. Le conteur imbécile, ce pourrait aussi être Emmanuel Macron qui, mis en difficulté par le mouvement des Gilets Jaunes, a jugé bon de revêtir les habits de la lutte contre l'antisémitisme, jouant, face aux revendications sociales, les Juifs comme ligne de division sociale²⁸. Les conséquences de cette posture bon marché sont évidemment désastreuses pour la lutte contre l'antisémitisme. Elles le sont d'autant plus quand ce même Président se fait le chantre d'une certaine conception de l'antisémitisme qui l'amène à le chasser là où il ne se trouve pas, au nom d'une définition de l'antisémitisme qui assimile les Juifs à l'État d'Israël et l'antisémitisme à l'expression pro-palestinienne. Ainsi problématisée, la lutte contre l'antisémitisme devient, aux mains du pouvoir, un axe de relégation de l'immigration post-coloniale et des quartiers populaires. Otage des intérêts de l'État, la défense des Juifs n'est plus l'objet de cette politique. Ce que certains appellent « philosémitisme d'État » n'est rien d'autre que le discours sur les Juifs d'un pouvoir d'État n'ayant jamais renoncé aux hiérarchies sociales qu'il institue mais

25 <https://www.marianne.net/debattons/entretiens/pierre-andre-taguieff-sur-yann-moix-judeophobie-judeophilie-les-deux-faces-d>.

26 <https://rnr.tv/o/Content/co9597/alain-finkielkraut-le-z-le-philos-mite-de-yann-moix-me-g-ne->

27 https://www.huffingtonpost.fr/entry/donald-trump-vote-juifs-democrate-antisemitisme_fr_5d5c92ffe4b0f667ed6a154d

28 <http://www.etatdexception.net/lantisemitisme-nest-pas-le-racisme-le-plus-virulent-mais-le-plus-manipule/>

souhaitant y intégrer stratégiquement et idéologiquement les Juifs à une place subalterne privilégiée. Le passage de la haine à la *philia* est conditionné à la possibilité de cette intégration et à ce qu'elle implique : la dépossession des Juifs de leur parole et de leur destin. Objets du discours, et non sujets, les Juifs sont ainsi appelés à être des bons Juifs en fonction d'un agenda politique qui n'est pas le leur. Dans un Occident moderne blessé dans son amour-propre par la mémoire de la Shoah mais soucieux de préserver ses intérêts, le philosémitisme prend le plus souvent la forme du philo-sionisme. Il attend des Juifs qu'ils accomplissent les vœux de Theodor Herzl qui, en pleine expansion coloniale européenne, voulait faire des Juifs « asiatiques en Europe, des Européens en Asie ». Cela impliquait d'accéder à la seule modalité d'existence légitime pour la modernité occidentale : l'État-nation. Avec l'établissement de l'État d'Israël en Palestine, conçu comme État-nation du peuple juif, les Juifs deviennent, aux yeux des nationalistes européens, d'improbables alliés potentiels. Résoudre les contradictions entre la judéité et la tradition juive d'une part, et la modernité occidentale d'autre part, à la faveur de cette dernière, c'est le fil rouge qui relie l'antisémitisme, le sionisme et le philosémitisme d'aujourd'hui. Loin de reconnaître, et a fortiori de garantir, une quelconque dignité à l'existence juive pour elle-même, le philosémitisme d'État l'enferme dans des rapports de domination qui jouent contre les Juifs. C'est sans doute la dénonciation de cet ordre injuste, colonial et impérialiste, raciste et antisémite, que l'on ne pardonne pas à l'antiracisme politique. Dans la doxa dominante, l'antisémitisme est maintenant ancré à gauche, dans l'immigration post-coloniale et dans l'antiracisme politique. On ne compte plus les campagnes abjectes dénonçant « l'indigénisme » et son antisémitisme supposé. Campagne à laquelle participe également, et malheureusement, une partie de la gauche radicale plus ou moins inspirée par l'héritage antideutsch. C'est inversement parce qu'il y participe que Yann Moix recevra d'autant de complaisance et de place pour s'exprimer. L'enjeu, on le comprend, est moins de défendre les Juifs que l'idéologie nationaliste des États-nations occidentaux et leur hégémonie.

Simon Assoun. Publié le 9 septembre 2019 sur le site d'ACTA.



43.

De quoi l'affaire Yann Moix est-elle le nom ?

Auteur : Coordination nationale de l'UJFP

Date : 5 septembre 2019

Contexte : A la suite des révélations de *L'Express* sur sa participation à un fanzine négationniste, antisémite et négrophobe, Yann Moix présente des excuses. Bernard Henry-Levy, a affirmé croire au "repentir" de l'écrivain.

Lien : <https://ujfp.org/de-quoi-laffaire-yann-moix-est-elle-le-nom/>

Après plus d'une semaine d'effervescence médiatique, la polémique autour des dessins et textes antisémites récemment exhumés de Yann Moix s'est conclue par un exercice de style bien rodé sur le plateau de l'émission « On n'est pas couché », le 31 août dernier. Le romancier à succès a souhaité profiter de la tribune que lui procurait la sortie de son nouveau livre pour s'expliquer et surtout, dit-il, demander pardon à la « communauté juive »²⁹ ainsi qu'à « son ami Bernard-Henri Lévy ». Repentir si sincère qu'il a dû se faire par étapes, Moix ayant d'abord tenté de ne pas endosser ses textes négationnistes. Ce pardon, nous ne lui accorderons pas, tant sa trajectoire témoigne d'un racisme toujours constant, doublé depuis quelques temps d'un profond mépris pour les droits les plus élémentaires des Palestiniens.

« Toute ma vie, j'ai essayé de m'arracher à ce trou noir, à cette espèce d'attraction maléfique » – c'est ainsi qu'il caractérise son antisémitisme. Et comment s'y est-il pris ? En se faisant, du haut de son fauteuil de chroniqueur à succès et des estrades des conférences organisées par le CRIF, l'ardent défenseur des politiques coloniales et racistes de l'État d'Israël. Son péché d'antisémitisme, il compte le racheter en assimilant les JuifVEs au destin de l'État d'Israël. En défendant Israël, c'est – dit-il – les JuifVEs qu'il défend, faisant porter le poids de sa mauvaise conscience aux Palestiniens. Est-ce la culpabilité qui fait de lui un traqueur impitoyable du soutien à la cause palestinienne, assimilée ainsi à de l'antisémitisme ? Cette ficelle, grossière, a un nom – le philosémitisme, cette forme réinventée de l'antisémitisme : « La phobie comme la phobie conduit à mettre un groupe humain à part. Qu'on lui prête des qualités exceptionnelles ou qu'on le considère comme un ennemi du genre humain, il s'agit dans les deux cas d'enfermer un groupe humain dans une essence immuable, de le sortir de l'histoire et de le réduire à un mythe. »³⁰ Son repentir est un pas de côté, et le rapprochement qu'il revendique avec « le judaïsme et la pensée juive » est conditionnel. Il nous essentialise et confisque notre parole.

Pour tenter de prouver que sa haine était une erreur de jeunesse, il est allé jusqu'à affirmer « qu'(il) avait essayé de (se) racheter toute (sa) vie » en « combattant la xénophobie ». Il faut croire que toutes les formes de racisme ne sont pas également condamnables à ses yeux, et in fine que toutes les victimes du racisme ne méritent pas des excuses publiques. Certainement pas les siennes. Brave soldat de l'air du temps, Yann Moix a pris sa part dans la reformulation du discours nationaliste et raciste autour de l'islamophobie. Il n'a pas hésité, nous ne l'oublions pas, à accuser à

29 Sauf mention contraire, les citations sont issues de l'émission ONPC du 31/08/2019.

30 Rudolf Bkouche, Du philosémitisme d'État, <https://ujfp.org/du-philosemitisme-detat/>

tort d'antisémitisme Mennel, la jeune chanteuse française d'origine syrienne, alors même qu'il était l'auteur de dessins négationnistes et qu'il se mettait en scène sur les réseaux sociaux avec des personnalités de l'extrême-droite française. L'urticaire que provoque chez Moix les marques de solidarité d'une jeune Arabe portant le hijab avec le peuple palestinien n'est rien d'autre que la preuve de son racisme et de son islamophobie.

Nous n'en doutons pas, tout lui sera pardonné. Déjà pardonné par Bernard-Henry Lévy, couvert depuis 2007 par son éditeur Olivier Nora, soutenu par sa productrice Catherine Barma qui impose le maintien de la promotion de son livre sur ONPC... Sa carrière littéraire ne sera pas pulvérisée, et il continuera d'être invité sur les plateaux de télévision ! S'il s'était appelé Younès, nous n'en doutons pas non plus, il serait devenu inféquentable à la minute même où ses dessins auraient été exhumés. Moix participe de fait d'un privilège blanc qui absout les uns et exclut les autres.

L'UJFP dénonce le traitement particulièrement complaisant dont fait l'objet Yann Moix depuis l'exhumation de ses actes antisémites. Le spectacle grossier de son repentir témoigne que ce qui est défendu à travers le cas Moix, ce ne sont pas les JuifVES, mais l'air du temps, nationaliste, islamophobe, colonial.

La Commission Communication externe, pour la Coordination nationale de l'UJFP.



44.

Tribune : Qui a intérêt à laisser croire que les antiracistes sont antisémites ?

Auteur : Tribune initiée sur le blog de Dominique Natanson et signée par des personnalités et des organisations, dont l'UJFP.

Date : 19 septembre 2021

Contexte : Au cours de l'été 2021, dans les manifestations contre le pass sanitaire, des pancartes apparaissent qui fleurent bon l'antisémitisme. Des organisations veulent réanimer la lutte contre l'antisémitisme. Mais certaines mettent en cause l'UJFP et des organisations d'extrême gauche : elles seraient les complices de l'antisémitisme. Lors d'un rassemblement mémoriel de février 2021, des militants de l'UJFP sont insultés et se voient interdire le port du keffieh. En juin 2021, Au cours d'une réunion de préparation d'une action en mémoire de Clément Méric, un militant des JJR accuse l'UJFP d'antisémitisme, brisant ainsi le cadre unitaire.

Lien : <https://ujfp.org/tribune-qui-a-interet-a-laisser-croire-que-les-antiracistes-sont-antisemites/>

La persistance de l'antisémitisme en France renforcée ces dernières années par un climat social et politique délétère où le racisme est employé par l'État comme un outil de division, se traduit par la banalisation des discours racistes islamophobes d'abord, mais aussi antisémites tenus notamment par des membres du gouvernement : réhabilitation de Maurras, voire de Pétain, affirmation que les rayons hallal et cacher des supermarchés sont contraire à « l'esprit républicain » par un ministre ancien membre de l'Action Française qui décrit les juifs ainsi et sans aucune réserve dans un livre intitulé « Le séparatisme islamiste » : « *Napoléon [...] s'intéressa à régler les difficultés touchant à la présence de dizaine de milliers de Juifs en France. Certains d'entre eux pratiquaient l'usure et faisaient naître troubles et réclamations.* »

Des années de discours islamophobes ont fini par libérer la parole raciste, dans toutes ses dimensions, et logiquement permettent de retourner la parole célèbre de Fanon : « *Quand vous entendez dire du mal des juifs, dressez l'oreille, on parle de vous* ».

Ces paroles antisémites ont été abondamment entendues et lues sur les pancartes lors des manifestations anti vax ou anti passe sanitaire très largement infiltrées par l'extrême droite. Dans la période troublée et dangereuse que nous vivons, complotisme et donc antisémitisme se déploient librement. C'est une des raisons pour laquelle nombre des associations, syndicats et partis politiques et la véritable gauche ont appelé le 12 juin dernier à Paris à la « Marche des libertés pour combattre les idées d'extrême droite ».

Récemment, un discours s'est fait jour de personnes ou de groupes se réclamant de l'extrême gauche, qui ne dit pas clairement les choses, mais laisse planer une suspicion : la gauche, le syndicalisme, le mouvement social, l'extrême gauche seraient inconséquents et ne lutteraient pas réellement contre l'antisémitisme. On ne dit pas que les organisations du mouvement social sont antisémites – ou rarement en face – mais qu'elles ne luttent pas sérieusement contre l'antisémitisme. Cette accusation ne porte jamais sur la manière dont la gauche lutterait de façon conséquente ou non contre le racisme sous toutes ses formes, négrophobie, islamophobie, antitsiganisme, asiaphobie... Cette accusation ne visant que l'antisémitisme veut réintroduire au sein de la gauche cette vieille hiérarchisation des formes que prend le racisme. Cette hiérarchisation s'est d'abord faite sous l'influence de ceux qui instrumentalisent l'antisémitisme comme arme massive de défense de l'apartheid israélien. La volontaire confusion entre la solidarité avec la Palestine et l'antisémitisme introduite par les organisations françaises pro israéliennes, est portée au plus haut niveau de l'État par les déclarations du Président de la République. Lors de la cérémonie de commémoration de la rafle du Vél' d'hiv' en juillet 2017 « *Nous ne céderons rien à l'antisionisme car il est LA forme réinventée de l'antisémitisme* ».

Mais cet agenda, repris au sein même de la gauche, a déjà fait des ravages au sein du Parti travailliste anglais, avec les accusations d'antisémitisme lancées contre Jeremy Corbyn et le courant juif antisioniste du parti et pour finir par l'exclusion de Ken Loach. Il a visé Bernie Sanders aux États-Unis, et attaqué Jean-Luc Mélenchon en France, sur la base d'interprétations malveillantes de ses propos. Tous ayant le tort de soutenir la Palestine.

Cela mérite quelques mises au point. Les implicites de ces accusations, pour sournois qu'ils soient, sont cependant transparents. Ces mêmes groupes qui ont revendiqué discrètement la définition de l'antisémitisme par l'IHRA, proches de la gauche sioniste et d'organisations juives communautaires, cherchent à diviser la question du racisme au sein même de la gauche, à réinstaurer une hiérarchie entre les différentes formes de racisme et leurs victimes. Et surtout ils cherchent à bloquer l'expression politique anticolonialiste de nos organisations sur la situation tragique que subit la Palestine.

Nous tenons à réaffirmer ici à la fois notre engagement contre le racisme sous toutes ses formes, dont bien entendu contre l'antisémitisme et notre solidarité avec la Palestine. Ce sont là deux piliers indissociables des luttes antiracistes et anticolonialistes qui animent nos organisations.

Premiers signataires :

1. **Ahmed Abbes**, mathématicien, directeur de recherche à Paris
2. **Pierre Abécassis**, collectif Ensemble! de Côte d'Or
3. **Jean-Loup Amselle**, anthropologue
4. **Simon Assoun**, porte-parole de l'UJFP

5. **Maxime Benatouil**, enseignant du 93
6. **Michel Bilis**, militant PCF et UJFP
7. **Saïd Bouamama**, FUIQP
8. **Pierre Boukhalfa**, militant du PCF74 et de la Commission Antiraciste du PCF
9. **Alima Boumediene Thiéry**, avocate, militante Association Femmes Plurielles
10. **Houria Bouteldja**, QG décolonial
11. **Florence Braud**, enseignante, militante antiraciste
12. **Jean Marc Bruneel**, militant EELV et pour la défense de la paix et des droits de l'Homme
13. **Maurice Buttin**, président d'honneur du Comité de Vigilance pour une Paix réelle au Proche-Orient (CVPR PO)
14. **Mouhieddine Cherbib**, défenseur des droits humains, porte parole du CRLDH-Tunisie
15. **Ismahane Chouder**, féministe antiraciste
16. **James (Jim) Cohen**, professeur, Sorbonne Nouvelle (Paris 3)
17. **Martine Cointy**, membre du Mouvement de la Paix
18. **Mireille Court**, militante NPA
19. **Léon Crémieux**, syndicaliste, militant NPA
20. **Quentin Dauphiné**, professeur d'histoire, bureau national de la FSU, Emancipation tendance intersyndicale
21. **Simon Dawes**, maître de conférences, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines
22. **Sonia Dayan-Herzbrun**, professeure émérite à l'Université de Paris
23. **Christine Delphy**, sociologue
24. **Ivar Ekeland**, président de l'Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP)
25. **Jérôme Faÿnel**, président du Collectif 69 de soutien au peuple palestinien
26. **Sonia Fayman**, UJFP, Cedetim
27. **Jean Francheteau**, vice-président CVPR-PO
28. **Armand Gorintin**, membre de l'Union communiste libertaire (UCL)
29. **Jean-Guy Greilsamer**, militant de la Campagne BDS
30. **Georges Gumpel**, partie civile au procès de Klaus Barbie
31. **Gabriel Hagaï**, rabbin franco-israélien, activiste du dialogue interreligieux, Paris
32. **Fabienne Haloui**, conseil national PCF, conseillère municipale Orange
33. **Martine Hassoun**, journaliste
34. **Nicole Kahn**, militante du Collectif 69 pour la Palestine
35. **Thierry Labica**, enseignant, université de Nanterre
36. **Daniel Lartichaux**, Émancipation
37. **Olivier Le Cour Grandmaison**, universitaire
38. **Michel Le Drogo**, AFPS Beauvais
39. **Nicole Lefeuvre**, UJFP
40. **Didier Lestrade**, journaliste, écrivain
41. **Daniel Lévyne**, militant juif antisioniste
42. **Jean Claude Meyer**, UJFP Alsace
43. **Monique Monfort**, AFPS
44. **José-Luis Moraguès**, militant antiraciste- BDS France, Montpellier

45. **John Mullen**, syndicaliste SNESUP
46. **Dominique Natanson**, militant juif antiraciste
47. **Perrine Olf-Rastegar**, UJFP et Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la Palestine (*CJACP*)
48. **Béatrice Orès**, UJFP, ATTAC
49. **Raphaël Porteilla**, universitaire
50. **Karine Prévot**, professeur de philosophie, bureau national de la FSU, Emancipation tendance intersyndicale.
51. **Nahed Pust**, Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la Palestine, Strasbourg
52. **Ali Rahni**, militant EELV
53. **Jean Baptiste Rieunier**, membre de l'AFPS Oise
54. **Claude Roussie**, communiste, 64360 Monein
55. **Michel Ruff**, UJFP 45
56. **Nordine Saidi**, militant décolonial et membre de Bruxelles Panthères
57. **Fabienne Serbah Le Jeannic**, écrivaine
58. **Michèle Sibony**, militante de l'UJFP
59. **Boualem Snaoui**, militant antiraciste
60. **Richard Srogosz**, UJFP Grand Est.
61. **Irène Steinert**, UJFP, adhérente de Ander Joods Geluid, une Autre Voix Juive (Pays-Bas)
62. **Lisette Sudic**, militante EELV
63. **Olivier Vinay**, professeur de SVT retraité, Bureau national de la FSU, Emancipation tendance intersyndicale
64. **Laurent de Wangen**, militant antiraciste donc antisioniste

Ont également signé :

Miloudi Alougay, antiraciste, BDS Toulouse / **Kamel Barkaoui**, professeur des universités, Cnam, Paris / **Michel Bélis**, retraité de l'enseignement / **Éliane Benarrosh**, militante antiraciste / **Tsouria Berbar**, militante associative / **Aude Bonnin**, retraitée de l'enseignement / **Jean-Pierre Bouché**, militant antiraciste, BDS France Toulouse / **Nacera Brik**, consultante / **J-Y Brulebois**, militant Palestine13, AFPS Marseille / **Jacqueline Charretier**, militante pour les droits de l'être humain et contre tous les racismes / **Françoise Clément**, économiste, militante altermondialiste, internationaliste et antiraciste / **Philippe Dumas**, maître de Conférences à l'Université Paul Valéry de Montpellier / **Agnès Dugas**, agent technique / **Enzo**, membre de l'Union Communiste Libertaire / **Mouna Fakhry**, militante BDS / **Jean-Charles Foucaud**, AFPS-Limousin / **Marc Guillaumie**, Limoges / **Michael Harris**, mathématicien, membre Science for the People / **Michael Hoare**, COPAF / **Alain Jacques**, Bagneux 92 / **Yasmine Kavass**, retraitée Éducation nationale / **Marianne VL Koplewicz**, éditrice / **Alain Lagier**, retraité / **Roland Lombard**, ancien président du Collectif Interuniversitaire pour la Coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP) / **Hassane Mezine**, photographe / **Françoise Morandat**, militante associative / **Guillaume Morel**, chirurgien, militant de LFI / **Marieke Mouzarine**, prof des écoles, syndicaliste Snuipp-FSU / **Josiane Olf-Nathan**, UJFP et Collectif Judéo Arabe et Citoyen pour la Palestine (*CJACP*) / **Mariejo Parbot**, AFPS / **Jordi Pascual**, Sceaux 92 / **Mohamed Paz**, militant anticolonialiste / **Rémy Pesant**, membre du Collectif-Palestine-Figeac / **Geneviève Petauton**, militante pour l'égalité / **Yves Quintal**, enseignant, associatif, Occitanie / **Evelyne Reberg**, AFPS, UJFP / **Laurent Ripoché**, Droits devant / **Catherine Samary**, économiste altermondialiste / **Claire Sciuto**,

retraîtée de l'Education Nationale / **Elie Sciuto**, enseignant retraité / **Karim Souiss**, amoureux de notre France/ **Lucky Thiphaine**, journaliste, ancienne secrétaire nationale du MRAP / **Jean-Paul Vanhooe**, militant associatif / **Michel Vidal**, Collectif amiénois des sans papiers / **Patrick Zahnd**, universitaire / **Miloud Zehraoui**, militant antiraciste donc antisioniste

Organisations :

- AFPS, Comité de Beauvais
- AFPS, Comité de Dinan
- AFPS-Lyon
- AFPS Paris 14-6
- Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF)
- Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP)
- Bruxelles Panthères
- Collectif Interuniversitaire pour la Coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP)
- Collectif 69 de soutien au peuple palestinien
- Collectif Palestine Vaincra
- Comité de Vigilance pour une Paix réelle au Proche-Orient (CVPR PO)
- COPAF (Collectif pour l'avenir des foyers)
- Émancipation, tendance intersyndicale
- Mouvement Citoyen Palestine (Belgique)
- Palestine13, groupe local Marseille de l'AFPS
- Samidoun Palestinian Prisoner Solidarity Network
- Union juive française pour la paix (UJFP)

Pour vous joindre aux signataires : contact.hauts-de-france@ujfp.org



Index lexical

Action Française.....	20
agression.....	9
altérisation.....	13
alyah18.....	9
antideutsch.....	18
antijudaïsme.....	3
antijudaïsme chrétien.....	3, 6
antiracisme moral.....	12 sv
antiracisme politique.....	11 sv, 15, 18
antisémitisme.....	2 sv
antisémitisme de gauche.....	3, 18
antisémitisme racial.....	3
antisionisme.....	7, 14 sv, 21

antitsiganisme.....	21
apartheid.....	21
Apartheid.....	9
arabes.....	6 sv
Arabes.....	6 sv, 10
Arendt, Hannah.....	4
asiaphobie.....	21
Banque juive (mythe de la).....	3
Barre, Raymond.....	17
Benjamin, Walter.....	5
bourgeoisie juive.....	4
Bund.....	15
Camus, Renaud.....	16
Césaire, Aimé.....	5 sv
Charlie-Hebdo (tuerie de).....	2
colonialisme.....	5 sv, 13, 15
colonisation.....	6, 8
complotisme.....	21
Corbyn, Jeremy.....	21
CRIF.....	8 sv, 11, 19
Croisades.....	7
Daesh.....	10
déclaration Balfour.....	6
Drumont, Edouard.....	3
émancipation des Juifs.....	3
État d'Israël.....	5, 7 sv, 14, 17, 19
extrême droite.....	21
extrême gauche.....	21
Fanon, Frantz.....	20
Finkelkraut, Alain.....	16
front antiraciste politique et décolonial.....	12
génocide.....	6, 9, 13
génocide des Tsiganes.....	6
Habermas, Jürgen.....	7
Haskala.....	4
Haskala4.....	4
Herzl, Theodor.....	6, 17
hiérarchisation.....	10, 21
Holocauste.....	6
Hyper Cacher de la Porte de Vincennes.....	2
IHRA.....	21
immigration.....	13, 17 sv
indigénisme.....	18
islamophobie.....	7 sv, 19, 21
JJR.....	11 sv, 15, 20
judaïsme.....	3 sv, 6 sv, 16, 19
judéité.....	17
judéophobie.....	17
juif et argent.....	3
La France Juive.....	3

La question juive (Karl Marx).....	4
Laor, Yitzhak.....	14
Lévy, Bernard-Henri.....	16, 18
Loach, Ken.....	21
Marr, Wilhelm.....	3
Maurras, Charles.....	20
Mélenchon, Jean-Luc.....	21
messianisme.....	4
minimisation de l'antisémitisme.....	12, 15
Moix, Yann.....	1, 16 sv
Napoléon.....	20
nationalisme juif.....	4
négationnisme.....	13, 18
négrophobie.....	16, 21
nouvel antisémitisme.....	13
Pétain.....	20
peuple décide.....	3
philosémitisme.....	2 sv, 7 sv, 13 sv, 16 sv, 19
philosémitisme d'État.....	2 sv, 8 sv, 14, 17
philosionisme.....	14
PIR.....	11 sv
pouvoir juif.....	8
privilège blanc.....	19
privilège juif.....	14
racines judéo-chrétiennes de la France.....	13
racisme.....	8, 10 sv, 15 sv, 23
rafle du Vél' d'hiv'.....	21
Reconquista.....	8
Rothschild (famille).....	3
Sanders, Bernie.....	21
Segré, Ivan.....	14
Shoah.....	5, 7, 9, 17
socialisme des imbéciles.....	3
suprémacisme blanc.....	17
Taguieff, Pierre-André.....	16
tradition juive.....	4, 17
Trump, Donald.....	17
Tziganes.....	6
universalisme.....	4

[LIEN VERS LE DOSSIER 6](#)

Retrouvez les articles de l'UJFP sur son site :

<https://ujfp.org>